



**Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2022
et les prévisions macroéconomiques à court terme
dans les pays de la CEMAC, en RDC, au Burundi, à Sao
Tome Principe, aux Comores, à Djibouti et à
Madagascar
Douala du 6 au 10 juin 2022**

POINTS SAILLANTS

Juin 2022

POINT 1 : INTRODUCTION

Le Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 6 au 10 juin 2022. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Les Etats membres de la CEMAC (en présentiel) ainsi que la RD Congo, le Djibouti, le Burundi, Sao Tomé et Príncipe et Madagascar (à distance) étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Sao Tome et Príncipe était représenté par sa Banque Centrale. Les Comores n'étaient pas représentées. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale (CEA BSR-AC) et la Direction Générale de la Banque Africaine de Développement (BAD) et AFRITAC Centre n'ont pas pris part aux travaux (cf. liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au premier semestre 2022 et les prévisions de la période 2022-2023 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2022, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2022 et 2023, élaborées au second semestre de l'année 2021;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie et de crise socio-politique.
- Echanger sur les déterminants de l'inflation actuelle et leurs conséquences sur les économies des pays participants et de la sous-région.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Monsieur Djimtoingar Nadjoum, Directeur des Etudes économiques de la Commission de la CEMAC a pris la parole, au nom du Président de la Commission, pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et a souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de communication (Présentations d'AFRISTAT, des Pays, renforcement de capacité et présentations des Institutions).

Session 1 : Communication pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2022 et prévisions 2022-2023

i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI, Directeur Général d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les

cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7, l'indice de prix à la consommation et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

Les Perspectives économiques mondiales en termes d'activité annoncent un ralentissement à moyen terme après la reprise générale des activités de 2021 dû aux effets des crises (pandémie ; crise russo-ukrainienne) ;

Les taux d'intérêt se relèvent progressivement sur les marchés bancaires développés ;

La remontée des cours des produits de base s'accroît ;

On constate une perturbation du commerce international

On constate une montée inflationniste générale surtout dans les pays du G7 et les BRICS.

ii. Conjoncture économique au premier semestre 2021 et prévisions à court terme dans les pays

Les onze (11) Etats présents ont exposé sur les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2022 et/ou les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2022-2023 comme suit :

Pays	La conjoncture présentée	Les prévisions présentées	Observation
Burundi	Oui	Non	
Cameroun	Oui	Oui	
Djibouti	Oui	Oui	
Guinée Equatoriale	Oui	Oui	
Gabon	Oui	Oui	
RCA	Oui	Oui	
RDC	Oui	Oui	
STP	Oui	Oui	
Tchad	Oui	Oui	
Congo	Oui	Oui	
Madagascar	Oui	Non	

Un résumé des interventions faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

Les présentations sur la conjoncture et perspectives économiques vue par les organisations sous régionale n'ont pas été effectuées à cause de l'absence de la BEAC et la CEA. La présentation sur la surveillance multilatérale de la CEMAC n'a pas été possible.

(i) Présentation de la CEMAC sur le programme statistique régional de la Commission de la CEMAC

La Commission de la CEMAC a fait une communication sur l'état de mise en œuvre du programme statistique de la CEMAC STAT-CEMAC 2021-2030. La mise en œuvre de STAT-CEMAC sur la période triennale 2022-2024 s'articule autour des principaux axes identifiés avec la participation des États membres portant sur :

- i- L'amélioration de la production des statistiques sous régionales de qualité, avec des résultats attendus en termes de disponibilité de l'information statistique notamment sur les recensements de la population, les ménages, le secteur agricole et rural, les entreprises, les comptes nationaux, le commerce extérieur, les finances publiques et les Objectifs de Développement Durables (ODD) ;

ii- La coordination de la production statistique avec la mise en place des mécanismes de coordination, la définition des agendas et des priorités en matière statistique pour le développement et l'intégration sous régionale ;

iii- Le développement des capacités institutionnelles durables du système statistique sous régional, avec la coordination des réformes et le renforcement des capacités des systèmes statistiques, la réforme du système statistique de la Commission et le développement des ressources humaines ;

iv- La promotion de la culture de la prise de décision de qualité basée sur les statistiques fiables, avec la promotion de la prise de décision fondée sur les faits grâce à l'utilisation accrue des statistiques et l'amélioration de la communication de l'information statistique.

La Commission de la CEMAC organisera une série d'atelier au cours du second semestre 2022 afin de faire un état des lieux de la situation de chaque pays sur les divers domaines identifier pour la production d'un paquet minimum commun d'activités statistiques basé sur les indicateurs clés.

Session 3 : Les déterminants de l'inflation actuelle et leurs conséquences sur les économies des pays participants et de la sous-région.

Tous les pays ont présenté les déterminants de l'inflation actuelle, l'impact sur leur économie, les produits à forte inflation et les mesures prises par le gouvernement.

Les produits actuels de forte inflation dans les pays sont entre autres :

- Les produits pétroliers raffinés
- Le riz
- Le sucre
- L'huile
- La farine de blé
- Le poisson
- Etc

Les mesures prises par les gouvernements sont entre autres

- Subventions des produits importés à forte inflation
- Maintien des exonérations d'impôts appliquées depuis le début de la pandémie
- Affichage des prix et contrôle accentués

Les recommandations ont été de diversifier les économies, dynamiser les échanges intracommunautaires et promouvoir la transformation locale.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- Actualiser les modèles de cadrage et les guides méthodologiques pour prendre en compte les nouveaux référentiels des agrégats macroéconomiques (SCN2008, BP6, TOFE.)
- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- Développer des modèles de prévisions des indicateurs conjoncturels du type NOWCAST et MIDAS dans les pays.

- Prendre les dispositions pour redynamiser et rendre opérationnels les comités de cadrage macroéconomique dans les pays.
- Prendre les dispositions nécessaires à la production régulière des indicateurs conjoncturels (IHPC, IPI, ICA, IPPI...)
-

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la BAD:

- Renforcer l'effectif du personnel en charge de l'utilisation des modèles macroéconomiques à la Commission de la CEMAC
- Encourager la Commission de la CEMAC à développer ses modèles existants et les utiliser dans le processus de surveillance multilatérale
- Poursuivre les séminaires en présentiel avec la possibilité de les suivre en visioconférence
- Transmettre le rapport du séminaire aux pays en précisant dans la lettre de transmission que nous regrettons les pays absents et espérons qu'ils seront des nôtres la prochaine fois

Autres recommandations structurelles à suivre :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- pour les séminaires du premier semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des deux premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- pour les séminaires du deuxième semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des huit premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
- allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;
- Mettre en œuvre de profondes réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette,

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la CEA:

- Sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du 07 au 11 novembre 2022.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	E-mail personnel	Email Institution
Congo	DGE	BORGIA Amed Stown	Directeur des études et prévisions économiques	stownborgia@gmail.com	
Congo	INS	GNALABEKA PERDYA Amzy	Directeur des synthèses et analyses économiques	gnalasangzy@gmail.com	
Gabon	MER/ Direction générale de l'économie	IKAPI ERIC	Directeur des Programmes Sectoriels	ikapitash@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga(+241 77 287 707 WhatsApp)
Gabon	MER/ Direction Générale de l'Economie	Julie Sandrine NTSAME	<i>Directeur de la Prévision et des Analyses Economiques</i>	ntsamejulie@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga(+241 77 48 23 66 whatsapp)
Cameroun	INS/Conjoncture	NANTCHOUANG DJIOKOUÉ Azer	Responsable Technique des Prix	nantchouangazer@yahoo.fr	
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Ignace WAKAM	Ingénieur Statisticien Economiste	ignace_wakam@yahoo.fr	
Guinée Equatoriale	<u>Ministère des Finances, Economie et de la Planification / la Direction Général de l'Economie et des Comptes Nationaux</u>	<u>Williams-Ivan Bacale BIYOGO NDJENECK</u>	<u>Chef de Service des Études et Analyses</u>	willyiamsivan@gmail.com	

Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Raimundo Edu Ada	Directeur des Etudes et Statistiques Economiques	eduadaray@hotmail.com	redu@inege.gq
Tchad	INSEED	Richard Ngarsanodji	Cadre au service de la conjoncture	rngarsa20@gmail.com	
Tchad	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Directeur Adjoint des Etudes et de la Prévision	badyebe@gmail.com	
Autres pays					-
Burundi	ISTEEBU	Léonce MANIRAKIZA		manirakizal74@gmail.com	
RDC	Ministère du Plan/DEME	Fabrice DIATA	Expert en charge de la Modélisation et des Analyses Macroéconomiques	fabricediata@gmail.com	
RDC	Ministère du Plan/DEME	Kambale Kamabu	Chef de Division/Direction des Etudes Macroéconomiques	kambalekamabu01@gmail.com	
Madagascar	INSTAT	Heriniaina Victories RADANIARISON	Analyste principal	victoriesradaniarison@gmail.com ,	
Madagascar	INSTAT	Riana Navalona RAMONJAMANANA	Chef du service de la conjoncture et du tableau de bord	rianaramonja@gmail.com ; conjoncture@instat.mg ,	

Sao Tome Principe	Banque Centrale	Alsis da Cruz	Direction des Statistiques Economiques et Financières	alsiscruz3@hotmail.com ; alcruz@bcstp.st	
Sao Tome Principe	Banque Centrale	Osiris Costa	Direction des Études Économiques	osirisfernandes@bcstp.st ; osirisfjcosta@hotmail.com	
Dibouti	Direction de l'Economie et du Plan	Amina Ibrahim robleh	chargés des prévisions macroéconomiques	amina.ibrahim.roble@gmail.com	
Djibouti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	Ahmed Daher Awaleh	DEP	connaittout123@gmail.com ;	
Djibouti	DEP	Ahmed walie Djibril		djibrilahmedwalie@gmail.com ;	
Institutions					
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	NGUEMENI Jean Claude	Directeur de la Surveillance multilatérale	nguemenijeanclaude@yahoo.fr	
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	djimtoingar@yahoo.fr	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	rlontchi@gmail.com	cemac@cemac.int

AFRISTAT	AFRISTAT	Paul-Henri NGUEMA MEYE		nguemameye@afriostat.org	
AFRISTAT	AFRISTAT	Serge Jean EDI	Directeur Général Adjoint	edi@afriostat.org	

ANNEXE 2 : RESUME DES PRESENTATIONS DES PAYS

Cameroun

La croissance économique en 2021 s'élève à 3,6% contre 0,5% en 2020. Cette performance résulte de la bonne tenue des activités dans tous les secteurs, après le ralentissement observé en 2020, du fait des répercussions de la crise sanitaire mondiale sur l'activité économique.

Au terme des quatre premiers mois de 2022, le déficit de la balance commerciale se situe à 169 milliards, en réduction de 337 milliards en glissement annuel, résultant ainsi d'une augmentation des exportations (+351 milliards) plus forte que celle des importations (+14 milliards).

Au 1^{er} trimestre 2022, les prix à la consommation finale des ménages ont augmenté de 4,4% en glissement annuel. Le principal déterminant de cette poussée inflationniste est l'accélération des prix des produits alimentaires, en lien surtout avec l'envolée des prix des pains et céréales, des viandes, ainsi que des huiles et graisses.

Au quatrième trimestre 2021 et comparativement au quatrième 2020, les prix à la production industrielle ont augmenté (+14,8 %) et l'indice global de la production industrielle a baissé (-11,6%).

Au quatrième trimestre 2021, l'activité dans le tertiaire enregistre une hausse comparativement au même trimestre l'année précédente (+6,3%).

En 2022, les perspectives de croissance du Cameroun ont été revues à la baisse de 0,2 point, par rapport aux prévisions initiales pour se situer à 4,0%, eu égard à l'évolution de la conjoncture mondiale marquée par la guerre en Ukraine. Les perspectives de croissance du PIB continueraient d'être soutenues par les composantes de la demande intérieure, principalement la consommation des ménages +(4,6%) et l'investissement (7,3%). La croissance du secteur non pétrolier est projetée à 4,2% et celle du secteur non pétrolier à -2,3%. S'agissant des prix à la consommation, l'inflation s'établirait à 3%, après une prévision initiale de 2%.

Sur la période 2022-2025, le taux de croissance du PIB devrait se situer à 5% et l'inflation à 2,9%.

Congo

Bien que profondément marquée par la crise russo-ukrainien, la conjoncture économique au premier semestre 2022 est encourageante. En effet, nonobstant une augmentation de l'inflation à partir de mars 2022 (3,4%), résultant des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et de la hausse des prix internationaux des produits de base et des produits agricoles, on observe un regain d'activité dans le secteur réel. La flambée du prix du baril de pétrole a eu pour

effet d'améliorer les recettes publiques (6,3% du PIB au premier trimestre) et les termes des échanges commerciaux. Sur le plan monétaire on relève une baisse significative des Avoirs Extérieurs Nets (-50,8%) par rapport à la même période en 2021 et un solde positif des crédits à l'économie enregistré à T1-2022 (7,7%). Pour ce qui est des prévisions, on estime que l'activité économie devrait enregistrer une croissance de 4,1% en 2022, tirée simultanément par le secteur pétrolier (+6,1%) et hors pétrole (+3,3%). Cette croissance se raffermirait, pour s'établir à 4,6%, en lien avec la mise en œuvre du plan national de développement (PND) 2022-2026. Du côté des prix, il est attendu une accélération de l'inflation en 2022 (+2,7%) et 2023(+3,0%). S'agissant des finances publiques, l'excédent du solde primaire devrait s'améliorer, en lien avec l'augmentation des recettes pétrolières (+51,8%). Cet excédent devrait s'amenuiser en 2023, en rapport avec la baisse des recettes pétrolière (-7.8%), du fait de la baisse du prix de baril du pétrole. Concernant le compte extérieure, le solde du compte courant devrait s'améliorer en 2022 et s'amenuiser en 2023. La situation monétaire se caractériserait par une augmentation de la masse monétaire et des crédits à l'économie en 2022 et en 2023.

Djibouti

La conjoncture au premier trimestre 2022 est marquée par les faits suivants

- Le secteur primaire est en baisse due aux exportations de bétail (-78%)
- Le secteur de l'énergie reste sur la tendance haussière (+15%) et les télécommunications observent une baisse de l'abonnement à internet (-31%)
- L'activité portuaire : Le nombre de conteneur à l'entrée a diminué de 7.5%, mais en volume, les marchandises en vrac à l'entrée ont baissé de 20% malgré le recul de l'activité économique mondiale. A la sortie, elles ont connu une légère baisse de 0.5%. Les exportations ont diminué de 28% pour l'Ethiopie et ont augmenté fortement de 1389% pour Djibouti.
- Le transport aérien est en progression, les transports routier et ferroviaire sont à la baisse.
- L'inflation est ressortie à la hausse au premier trimestre 2022 (+3.6%) due au secteur des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6.8%)
- Les recettes budgétaires ont diminué de 8%, notamment en raison de la baisse de 27% des recettes non fiscales
- La masse monétaire a diminué de 4%.

Pour les prévisions on note les faits suivants

- En 2022, le taux de croissance du PIB est estimé à 3,6%, suite à l'impact de la crise géopolitique.
- Toutefois, la projection de la croissance tablerait sur un taux de 5,7% en 2023.

Gabon

L'observé conjoncturel, au terme du premier trimestre 2022, laisse apparaître une bonne orientation de l'économie gabonaise aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. Les trois secteurs d'activité ont majoritairement été résilients, malgré l'existence de quelques branches qui peinent encore à sortir de la crise sanitaire.

Ces performances ont été obtenues grâce à la bonne tenue des cours des produits d'exportation et au relèvement du niveau d'activité domestique, en lien avec la levée des mesures gouvernementales de riposte contre le Covid-19 et du soutien apporté par le Gouvernement (facilitation de l'accès au crédit, paiement de la dette publique, remboursement du crédit TVA, etc.) aux opérateurs. Dans le même temps, une poussée des tensions inflationnistes a été enregistrée, avec un pic de 2,9% pour le seul mois de mars 2022.

Les prévisions à moyen terme 2022 – 2023 se caractérisent par :

- Une accélération en 2022 de la croissance amorcée en 2021 pour se situer à 2,8% contre 1,5% en 2021 ;
- Une amélioration des finances publiques sur la période qui se traduit par une atténuation des déficits publics (-6,2% du PIB en 2022 contre -7,1% en 2021 pour le déficit primaire HP), consécutive à une augmentation des recettes (2,7 points à 18,6% du PIB) et un repli des dépenses de 1,7 point à 17,1% du PIB par rapport à 2021 ;
- la balance des paiements prévisionnelle deviendrait excédentaire (+1,3% du PIB en 2022 contre -1,7% du PIB en 2021). Cette évolution résulterait du maintien de l'excédent du compte courant (+5,8% du PIB).
- la situation monétaire devrait s'améliorer marquée par une progression des avoirs extérieurs nets, une progression des crédits à l'économie et une hausse de la masse monétaire.

RD Congo

Au premier semestre 2022, la situation conjoncturelle de la RDC est caractérisée par un ralentissement de l'activité économique sur fond des effets de la guerre en Ukraine, exerçant une pression sur les prix des produits énergétiques et des produits alimentaires, avec pour effet, une accélération de l'inflation. En dépit de cette situation, il s'est observé une bonne tenue des finances publiques, attestée par une mobilisation accrue des recettes et une amélioration du solde budgétaire, dans un contexte de la poursuite de la mise en œuvre du programme FEC conclu avec le FMI. Au niveau du secteur extérieur, le taux de change a affiché une légère dépréciation aussi bien à l'indicatif qu'au parallèle, sur fond d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire. Quant aux réserves de change, elles ont sensiblement augmenté, dans un contexte d'une bonne tenue des cours des matières premières et des appuis à la balance des paiements au titre du programme FEC. S'agissant du marché monétaire, il a indiqué une augmentation contrôlée de la masse monétaire.

En ce qui concerne les perspectives à court terme, dans un contexte marqué par les effets du conflit russo-ukrainien, la croissance devrait ralentir à 6,1% en 2022 venant de 6,2% en 2021. La hausse du prix du pétrole et des produits céréaliers à l'international devrait porter l'inflation à 11% en 2022 contre 5,3% en 2021. En 2023, sur fond d'une politique monétaire proactive, l'inflation devrait ralentir à 6,8%. Au niveau des finances publiques, suite aux réformes entamées par le Gouvernement, la pression fiscale devrait afficher une tendance haussière, passant de 10,5% en 2021 à 12,5% en 2022 et à 13,0% en 2023. Cette tendance haussière devrait également s'observer au niveau des dépenses. En effet, en proportion du PIB, elles progresseraient passant de 14,9% en 2021 à 17,3% en 2022 avant de se stabiliser autour de 16% à partir de 2023. Quant au solde budgétaire global, il passerait d'un déficit de 1,6% du PIB en 2021 à 3,8% en 2022 et 3,2% en 2023. Pour ce qui est du secteur extérieur, le taux de change afficherait des légères dépréciations de 0,45% à fin 2022 et de 0,28% à fin 2023. Les réserves de change devraient s'accumuler passant de 2,6 mois en 2021 à 4,6 mois en 2023, suite notamment à une amélioration de l'excédent commercial qui passerait de 0,3% du PIB en 2021 à 2,1% en 2022 et à 2,8% en 2023, dans un contexte d'une croissance contrôlée de la masse monétaire et de suspension du recours au financement monétaire.

Tchad

La situation conjoncturelle n'est pas favorable compte tenu de la situation sécuritaire et sanitaire. L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) est en hausse et la production pétrolière baisse au terme de ce trimestre. Le cours du pétrole grimpe faisant attendre les recettes pétrolières en hausse. Les prix à la consommation sont en hausse au premier trimestre 2022 sous l'effet cumulé de la mauvaise campagne agricole 2021/2022, des produits importés et les conflits internes.

Au vu de la conjoncture internationale et nationale du 1er et 2e trimestre 2022, l'économie tchadienne reste toujours marquée par la pandémie de COVID-19, de la crise russo-ukrainienne et les troubles politico-militaires. Elle devrait enregistrer une reprise de la croissance avec des taux respectifs de 4,8% en 2022 et 4,4% en 2023 contre 0,6% en 2021. Cette reprise de l'activité économique en 2022 et 2023 résulterait à la fois du secteur pétrolier qui enregistrerait une hausse de 10,8% en 2022 et 2,8% en 2023 et du secteur non pétrolier de 4,1% en 2022 et 3,9% en 2023.

Guinée Equatoriale

La pandémie du COVID-19 a constitué un frein pour l'économie africain, notamment pour celle de la Guinée Équatoriale, qui endehor de la crise sanitaire, a été victime des explosions survenus a la caserne militaire de Nua Ntoma de Bata. En effet, la restriction de la mobilité externe et entre les districts et la presque paralysie de l'activité économique nationale, notamment le transport, le commerce, le loisir nocturne, entre autres, comme mesure prise par le Gouvernement pour freiner la propagation de la pandémie, a engendré une baisse de l'activité économique nationale, traduit par un PIB réelle de -4,2% en 2020, et d'un taux d'inflation de 4,8%, conséquence de l'absence des produits dans les marchés. Toutefois, un an après, la maîtrise de la COVID-19 par le Gouvernement dans le pays, a travers la mise en œuvre de multiples actions, telles que l'acquisition des vaccins et la vaccination de la population, entre autres, ont permis d'enregistrer une croissance de -0,9% en 2021, avec un PIB pétrolier donc la croissance fut de -7,3% et un PIB non pétrolier avec une croissance de 6,7% en 2021, contre les -3,6% et -4,9% en 2020, respectivement.

Le premier trimestre de 2022 enregistre un taux d'inflation de 0,6%, la croissance par glissement annuel du PIB trimestriel fut de 5,0%, tandis que cet indicateur a enregistré une valeur de 10,1%, au premier trimestre de 2022.

L'économie équatoguinéene connaîtrait une croissance de 3,1% en 2022, et serait caractérisé par une chute modérée du secteur primaire (-6,4%) en comparaison a celle connu l'année précédente (-14,2%), la croissance du secondaire de 9,2%, contre 3,7% de l'année précédente ; par ailleurs, le secteur tertiaire serait marqué par une croissance de 5,0 %, contre 8,2% de 2021. Pendant que la Formation Brute de Capital et les dépenses de consommation finale enregistreraient des croissances de 65,1% et 2,2% respectivement, on observerait un comportement a la baisse des exportations nettes.

Madagascar

Le contexte national a été marqué par le passage de cinq cyclones, un net ralentissement du nombre de nouveaux cas de contamination suivi d'un allègement des restrictions sanitaires, et l'ouverture des frontières après deux ans de fermeture au premier trimestre 2022. Durant cette période, la majorité des branches ont enregistré une évolution positive. Entre autres, la consommation en électricité des entreprises a augmenté de 3,4% en glissement annuel. Au niveau de la branche transport, les évolutions sont également positives au niveau du trafic aérien. Néanmoins, au niveau du trafic ferroviaire, des baisses importantes sont enregistrées. Par ailleurs, une croissance exceptionnelle à hauteur de 73,6% du nombre de véhicules nouvellement immatriculés est enregistrée. Le niveau des prix à la

consommation a augmenté de 6,19% et est surtout porté par les produits locaux. Concernant les principaux biens d'exportation, les volumes des produits miniers et des produits textiles ont augmenté respectivement de 11,7% et 36,0% contrairement à la vanille qui a baissée de 1,0% toujours en glissement annuel. Pour les importations, celle du ciment a augmenté de 35,7%.

Au niveau des finances publiques, les prévisions n'ont pas été atteints du côté des dépenses comme des recettes malgré une légère hausse. Relativement à la monnaie, l'Ariary s'est apprécié par rapport à l'Euro et s'est déprécié par rapport au dollar et le crédit à l'économie a augmenté.

RCA

Au premier semestre 2022, l'activité économique connaît une légère amélioration suite à la reconquête de plusieurs villes sous contrôle des groupes armés. Le secteur primaire connaîtrait une amélioration suite à une meilleure exploitation forestière (+18%). Dans le secondaire l'IPI a cru de 4,6% imputable aux industries extractives qui ont explosés de plus de 300%

En ce qui concerne l'inflation, la tendance est à la hausse imputable aux prix des produits alimentaires sur les marchés de Bangui et ceux des provinces. A fin Décembre 2022, le taux d'inflation se situe à 4,3 au-dessus des critères de convergence de la zone CEMAC.

Les échanges extérieurs devraient être marqués par une dégradation du déficit du solde du compte courant, au premier semestre 2022.

Les prévisions économiques sont moins encourageantes. La croissance économique est attendue à 1,5 % pour 2022 ; 3,5% en 2023 et 5% à moyen terme. Cette performance économique découlera du dynamisme des activités forestières, minière, de télécommunications, et des investissements.

L'inflation est attendue à 4% en 2022 contre 4,3% en 2021, au déçu de la norme de convergence multilatérale.

Les projections du TOFE 2022 font ressortir en recettes une hausse de 30% du PIB et en dépenses une contraction de 3,8%. Un collectif budgétaire est prévu pour revoir à la baisse les charges de l'Etat.

Sao Tome et Principe

- Fin décembre de 2021, Sao Tomé et principe a été frappé par des forts tempêtes détruisant des infrastructures comme des ponts, des routes, des champs agricoles, des magasins de commerce ;
- Les décideurs se sont réunis avec des principaux partenaires de coopération afin de trouver de financement pour atténuer ces dégâts ;
- Le premier avril, le gouvernement a augmenté les prix du carburant de 17% avec des effets immédiats sur le pouvoir d'achat des ménages ;
- L'annonce par le gouvernement de la hausse du salaire minimum, passant de 40 euros à 100 euros ;
- L'Etat a fixé la date des élections législatives pour le 25 septembre 2022
- L'inflation en glissement annuelle s'est fixée à 14,4 % en avril 2022 contre 7,4 % enregistrée à la même période de l'année précédente ;
- Amélioration du solde primaire
- Amélioration du déficit de la balance courante
- Contraction du crédit à l'économie et réduction des réserves en mois d'importation
- Les prévisions de croissance du PIB s'établiraient à +1,42% en 2022, à +1,77% en 2023 et +1.91% en 2024.